

MARX ET L'ESPAGNE

Marie Lafranque

Un volume réédité dernièrement à Barcelone¹ réunit vingt-neuf articles de journaux et trois articles d'encyclopédie écrits par Marx et Engels entre 1854 et 1856, en 1858, 1861 et 1873. Manuel Sacristán a lui-même traduit, annoté et présenté le tout avec simplicité, mais aussi avec précision et scrupule.

Sauf erreur, seuls quelques éléments de cet ensemble avaient déjà été groupés en espagnol, dans les années 1920, par le socialiste Andrés Nin² ; la totalité avait paru un peu plus tard dans une autre traduction à la faveur d'une édition communiste de La Havane, contemporaine du milieu de la deuxième guerre mondiale et par suite très peu diffusée en Europe. La version publiée -- sans date -- à Moscou: si elle a pénétré en Espagne après la deuxième guerre mondiale, n'y a jamais été répandue. Elle est d'ailleurs desservie, par la lourdeur et par une gaucherie qui va jusqu'à l'incorrection, sans parler de certaines inexactitudes³. Sans doute serait-il intéressant pour l'histoire de la pensée hispanique de comparer de plus près ces trois éditions successives et le texte anglais ou allemand original. Il serait important aussi, croyons-nous, de savoir par qui et comment les milieux « socialisants » d'Espagne, au XIX^e siècle, ont pu être touchés par certaines des idées que Marx développe dans ses articles, en référence précise et contemporaine à des événements ou à des faits sociaux espagnols. Car ces textes, dont la plupart sont bien antérieurs à la scission de 1872 et à l'antagonisme Marx et Engels - Bakounine qui l'a précédée, ont pu être connus au moins de quelques Espagnols vers cette époque; les idées qu'ils renferment concernant leur pays et son histoire, des Rois Catholiques au milieu du XIX^e siècle, ont pu dès lors aussi se répandre, grâce à eux, sous une forme ou sous une autre.

Les sources de Marx, en 1854, sont essentiellement espagnoles. « L'Espagne est maintenant mon principal objet d'étude, précise-t-il. J'ai déjà travaillé intensément sur l'époque 1814-1818 et sur celle qui va de 1820 à 1823, en utilisant, fondamentalement, des sources espagnoles. J'entame à présent la période 1834-1843. C'est une histoire assez embrouillée, et il est encore plus difficile, en définitive, de préciser les causes que les faits » (lettre à Engels du 2 septembre 1854). Outre les documents auxquels il fait allusion dans cette lettre, il travaille sur des dépêches d'agences et des articles soit inspirés par elles, soit écrits sur place par les correspondants des grands journaux européens pendant cette crise de 1854, que l'éditeur communiste qualifie d'explosion révolutionnaire, mais qui reste imprégnée d'un fort caractère de « pronunciamiento ». La vision de Marx, très souple, reflète en partie,

¹ Karl Marx, Friedrich ENGELS, *Revolucion en España*, prólogo, notas y traducción de Manuel Sacristán, Barcelona, Ariel, 1970, 3^e éd. Précieux index des noms propres. Remarques méthodologiques dans l'introduction. L'édition a été établie à partir des photocopies des articles de Marx et Engels parus dans le *New-York-Daily-Tribune*. Signalons également le recueil : *Revolucion in Spain*, by Karl Marx and Fredrick Engels, International Publishers, New York, 1939, 255 p.

² Carlos Marx, *La revolucion española (1808-1814, 1820-1823, 1840-18-r4)*, traduction d'Andrés Nin, notes et citations de Jeanro Artiles, Madrid, 1929.

³ Carlos Marx, Friedrich Engels, *La revolucion española, Articulos y cronicas, 1854-1873*). Moscú, Ed. en lenguas extrangeras, s.d.

nous n'en doutons pas, l'information qu'il met en oeuvre. Il s'agirait donc, dans une certaine mesure, d'une restitution systématisée, clarifiée, fondue au creuset d'une pensée matérialiste à l'échelle européenne, des faits et réflexions des Espagnols eux-mêmes.

Cependant, cette pensée déjà mûre, originale et cohérente, mais aussi attentive aux faits et susceptible d'évolution, se trouve probablement dans une étape où elle peut mieux accueillir et assimiler la réalité espagnole. Elle a été souvent durcie et déformée en Espagne par ses propres partisans, surtout à partir du fameux Congrès de La Haye ; marxisme et anarchisme ne sont pas des concepts de Marx et n'existent pas pour les hommes de 1854. Même après 1872, et surtout en Espagne, la distinction sera beaucoup moins claire dans la pratique et à la base que dans la littérature polémique des partis et dans les luttes « au sommet ».

L'édition de Manuel Sacristán a, croyons-nous, le mérite d'être réellement « savante » et de retourner aux sources, ... ce qui pourrait bien être, en définitive, le signe et l'instrument d'une certaine praxis contemporaine. L'édition de La Havane se situe formellement sur le plan de l'action immédiate (guerre d'Espagne, politique latino-américaine, lutte européenne anti-nazie), et dans une optique de parti bien définie par ses citations de la « lettre historique » du dirigeant espagnol José Diaz à l'organe officiel communiste *Mundo Obrero* (août 1946) - combat pour la défense des conquêtes démocratiques de la révolution bourgeoise, dans la lancée de la guerre d'Espagne; la victoire franquiste les aurait éclipsées, mais non détruites et rendues périmées.

Vu sa qualité, l'intérêt de la nouvelle édition est évident pour tout hispanisant, tout marxisant, tout historien de la pensée hispanique, toujours prompt à considérer la vie collective et les destinées des nations. Mais elle enrichira sans doute plus encore le grand public de langue espagnole. S'il a fallu attendre Francisco Ferrer pour qu'un éditeur entreprenne de publier une traduction castillane du *Capital* (commencée en 1908⁴, et interrompue par l'exécution du pédagogue catalan), c'est après plus d'un siècle que ce grand public peut avoir accès aux premiers textes marxistes concernant sa propre histoire. Ceux de Lénine - d'ailleurs moins nombreux - et de Trotski lui demeurent pratiquement inaccessibles⁵. Les seconds s'inspirent d'ailleurs des articles de Marx dans la partie historique, mais en perdant beaucoup de leur souple richesse. A la différence des chroniques et articles de fond de Karl Marx, ils sont à la fois théoriques et idéologiques, militants et même polémiques⁶, généraux mais axés, en

⁴ 4 Jusque-là, semble-t-il, le *Capital* n'avait pénétré en Espagne qu'en français et en anglais, et de façon clandestine. Le projet de Ferrer date d'une période où, invité à Paris dans le XIII^e arrondissement, celui qu'habitait Lénine, il lie connaissance avec des Russes « suprêmement attachants ». Cf. Sol FERRER, *Le véritable Francisco Ferrer*, Paris, « Les deux sirènes », 1948, p. 162. Quant au *Manifeste communiste*, il est traduit et édité en espagnol dès 1848. Il y a donc un écart de soixante ans pour les Espagnols ne connaissant que leur propre langue -les plus nombreux en milieu ouvrier- entre des textes dont le deuxième en date a commencé à s'élaborer, au plus tard, dix ans après le premier. Autre facteur propre à limiter et affaiblir l'influence de la branche marxiste après la scission déclarée de 1872.

⁵ Cf. LÉNINE, notamment *L'Etat et la Révolution*. De Trotskii, il reste surtout quelques articles de journaux et fragments de lettres, datant tous de 1931, ainsi que le fascicule intitulé *Leçon d'Espagne*. Dernier avertissement (décembre 1937) : il s'y montre franchement pessimiste quant au dénouement de la guerre. Malgré l'allant un peu forcé du dernier paragraphe et l'emphase finale, il n'est pas sans entrevoir qu'elle débouchera probablement sur une guerre mondiale. Croit-il que celle-ci pourrait être « l'accoucheuse » d'une nouvelle révolution à l'échelle internationale ? Il n'en dit rien. Mais il semble miser plutôt sur la perspective, chaque jour moins certaine, d'une victoire des forces populaires espagnoles, si le Parti qu'il s'efforce d'organiser en prend la tête.

⁶ Polémiques parfois virulentes dans le style marxiste traditionnel contre les républicains ou socialistes «libéraux», les anarcho-sindicalistes (ce qu'il appelle « le crétinisme parlementaire des réformistes et le crétinisme anti-parlementaire des anarchistes »), les communistes « contre-révolutionnaires » staliniens et tous marxistes partisans du Front populaire, le P.O.U.M., dans son attitude fluctuante, etc.,

deux moments cruciaux (1931 et 1937), sur une stratégie d'urgence ; par ce fait même, sans doute, leur portée se limite soit à un domaine politique abstrait, soit au niveau de l'action immédiate, mais non éclairée par une connaissance directe de l'histoire et de la vie politico-sociale espagnoles.

Pour sa part, Manuel Sacristân réunit, écrits par Marx pour le New York Daily Tribune: une chronique espagnole sur la « Vicalvarada » (1854), l'un des nombreux « pronunciamientos » qui jalonnent le XIX^e siècle, et notamment le règne d'Isabelle II, bientôt chassée par la première révolution espagnole (1868); une série d'articles de fond groupés sous le titre de « España revolucionaria » ; et la « Correspondance » de 1856, qui donne son titre à l'ouvrage, à propos du soulèvement qu'il appelle déjà « révolution » ou « guerre civile ». D'Engels : des articles de fond pour le même journal, écrits en 1860 et intitulés « La guerra mora » (l'une des innombrables guerres espagnoles au Maroc), et son célèbre fascicule contre la tentative de révolution cantonaliste de l'été 1873 (« Los bakunistas en acción. Informes sobre la sublevación española del verano de 1873 »). Enfin, en collaboration avec Marx, quatre articles : sur « Bolivar y Ponte » (dont la figure de Bolivar sort démythifiée, mais un peu trop malmenée), sur « L'armée espagnole », article essentiellement technique sauf les deux derniers paragraphes (1855), tout comme « Badajoz » attaquée et assiégée par les Français, et « La Bidassoa », point stratégique où s'affrontent, en 1813, les troupes que dirigeaient le duc de Wellington pour les Anglais, les généraux Soult et Clausel pour les Français (1858). On voit se déployer dans ces derniers articles l'érudition militaire qui était surtout l'apanage d'Engels, mais qui nous laisse sur notre soif d'une compréhension plus complète et plus profonde des événements relatés et de leurs causes.

Dans l'écrit contre les cantonalistes de 1873, qui suit pas à pas, mais en fonction d'une thèse préalable, les luttes jalonnant la révolte, on retrouve cette manière « événementielle » d'envisager l'histoire selon les méthodes classiques dont Polybe, en son temps, se faisait le critique, et qu'au XIX^e siècle Michelet avait dépassées depuis assez longtemps déjà pour diriger son attention vers la vie concrète et les mentalités de tout un peuple. On y retrouve aussi, comme le souligne Manuel Sacristân, non seulement l'écho précis et l'influence générale du Congrès de La Haye qui avait consacré la scission entre marxistes et bakounistes, mais encore l'engagement personnel d'Engels, qui fut, dans cette bataille, le principal accusateur des quatre délégués espagnols, ainsi que de Guillaume et de Schwitzgebel. Son animosité, son attitude polémique affaiblissent, nous semble-t-il, la clairvoyance d'Engels quant à la situation où se sont trouvés les cantonalistes, et dont on devine pourtant la complexité à travers ses lignes. La forme positive de sa critique tient en une phrase : « L'Espagne, trop peu industrialisée pour permettre d'emblée un régime communiste, "une émancipation complète immédiate de la classe ouvrière", aurait pu, grâce à la République, et par l'intervention active de celle-ci, brûler quelques étapes sur ce chemin. » Il est vrai, dès 1856, Marx déclarait ce pays mûr pour la « révolution » (p. 142). Mais, de toute façon, l'émancipation imaginée par Engels n'était pas celle que souhaitaient les cantonalistes⁷.

Incontestablement, les textes de Marx de 1854 et 1856 reproduits par M. Sacristân⁸ sont les plus importants de ce volume. A chaque occasion, Marx signale les faits concrets qui peuvent s'inscrire, parmi beaucoup d'autres, dans la tradition

⁷ Dans son prologue, Manuel Sacristân rappelle l'une des scènes les plus violentes du Congrès de La Haye où, pièces en main, Engels confond James Guillaume. Cf. p. 15.

⁸ Il les restitue tels quels, se bornant à indiquer et rectifier dans son prologue (p. 11) quelques erreurs, toutes secondaires.

révolutionnaire espagnole du XIX^e siècle: pressions populaires sur le gouvernement (p. 55) ; fraternisation entre les soldats et la foule (p. 32) ; destruction de machines (p. 33) ; manifestations et barricades - dix-huit cents barricades à Madrid pendant la Vicalvarada, selon la presse allemande et belge - (p. 55) ; désertions ou insoumission en masse (p. 99) ; observance persistante des antique « fueros » (ou « charges » et privilèges juridiques des anciens royaumes de la péninsule) d'ailleurs repris sous un habit moderne dans la constitution votée à Cadix en 1812 (p. 11 sq.) ; séparation radicale entre la mentalité populaire, plus spécialement paysanne - 70 % de paysans encore c 1930, peut-être 80 % vers 1850 - et d'autre part la vision institutionnelle et la conduite événementielle des couches dirigeantes (voir notamment p. 127).

C'est cette mentalité et cette vie populaire, « provinciales », qui ont pris au dépourvu la stratégie napoléonienne de tradition romaine (notamment par l'étude de Polybe de Tacite, familiers aux militaires de l'époque), autrement dit de caractère « impérial » : fondée sur un commandement péremptoire, sur une tactique planifiée et sur une armée de masse dans laquelle le combat fait ou devrait faire de chaque individu une sorte d'outil humain. La tradition guerrière du peuple espagnol est directement à l'opposé s'enracine précisément dans l'esprit d'autonomie ou d'autodétermination populaire, dans le mode de rapports sociaux et de culture auquel cette mentalité demeure étroitement liée. Le phénomène du banditisme, commun à toute l'Europe occidentale, mais plus développé et plus vivace dans l'Espagne du xix^e siècle (où il se montre largement comparable au « caudillismo » argentin), n'est pas sans retenir au passage l'attention de Marx. Il ne s'y arrête pas assez à notre gré, mais signale son existence et ses facteurs nouveaux dès la guerre d'Indépendance, sa vigueur au milieu du xrx^e siècle et son recrutement parmi les partisans du carlisme (p. 64 et 99)⁹. Par contre, il ne mentionne pas les bandits andalous, qui eux aussi se recrutent en partie parmi les anciens rebelles et guerrilleros ou se confondent avec eux (et ceci, jusqu'à la guerre de 1936-1939)¹⁰.

C'est pourtant l'importance de ce phénomène d'origine et d'incidence politiques qui devait provoquer, d'une part, la création d'un corps répressif distinct de la police et attaché à l'armée: la Garde civile espagnole (1843), et susciter, d'autre part, la fameuse loi, toujours appliquée avec quelques aggravations sur la « rébellion militaire, le banditisme et le terrorisme »¹¹. Il y aurait sans doute une recherche - forcément

⁹ De façon plus générale, Marx souligne que si le carlisme a pour forteresses les provinces basques et navarraises, il « s'appuie également sur les paysans de Catalogne et d'Aragon » (p. 138). Pour le « caudillismo », voir *Encuesta sobre el Caudillo, Guadernode Sociologia, 4*, Universidad de la Plata, 1966 ; . compte rendu dans la *Revue philosophique*, numéro sur la pensée hispanique, 1968.

¹⁰ Ainsi, de petits groupes de maquisards ont pu subsister en Sierra Nevada, de 1939 à 1953 environ. A noter que Marx mentionne au moins à deux reprises les « contrebandiers », groupe marginal ou serai-marginal qui se confond à l'occasion avec les « bandoleros » proprement dits. Il remarque, le 1er septembre 1854 (cf. p. 50), leur persistance et leur pouvoir: « Les contrebandiers opèrent à une très grande échelle et d'autant plus efficacement qu'ils sont la seule force qui n'a jamais été désorganisée en Espagne. A Barcelone, les soldats ont tantôt des heurts entre eux, tantôt ils ont des conflits avec les ouvriers. Cette situation anarchique des provinces est d'un grand avantage pour la cause de la révolution, car elle préserve celle-ci d'être confisquée dans la capitale. » Il note (p. 99) leur présence parmi les guerrilleros dans la seconde phase de la guerre d'Indépendance. L'importance des soulèvements populaires anarchistes ou anarchisants dans l'Andalousie du xix^e siècle ressort des travaux de Diaz del Moral, basés sur des documents de première main; cf. *Historiade las agitaciones andaluzas*, Madrid, 1929, récemment rééditée à Madrid par la Alianza editorial.

¹¹ C'est en vertu de cette loi, remise en vigueur en 1968, que c'est déroulé le procès de Burgos de décembre 1970 ; c'est aussi selon cette procédure que le pédagogue Francisco Ferrer a été jugé et condamné à mort en octobre 1909 à Barcelone. Dans son cas, la sentence prononcée par le Conseil de guerre est soumise au « capitán general » (commandant de région) de Barcelone qui prend l'avis de l'« oidor general » puis au Conseil supérieur de la guerre (deux échelons omis en décembre 1970), et enfin

collective - à effectuer, tant à base d'informations générales que de monographies personnelles ou familiales, sur le sort des individus et des familles englobées dans le vaste concept de « liberales », après chaque vague de révolte et de répression ; ceci, autant que possible, à partir de la guerre d'Indépendance, et tout au moins à partir de la révolte de Riego en Andalousie (1823) : on peut voir dans leur exil ou leur fuite hors des villes, dans leur existence légale ou illégale parmi les paysans et les montagnards, sans lesquels, pour leur part, les compagnies de guerrilleros ou de « bandoleros » n'auraient pas subsisté, dans la sympathie qui souvent les entoure et dont l'art populaire rend encore témoignage, l'origine d'une interpénétration accrue, et certes nullement à sens unique, de la culture populaire traditionnelle et de celle de la « gente culta ». Le contact culturel et vital a dû être d'autant plus intime que les nouveaux bannis arrivaient plus ou moins ruinés, parfois dans le dénuement, obligés dans une large mesure à mener le même genre de vie et à s'accommoder du même niveau de ressources que la population parmi laquelle ils devaient vivre¹².

Mais déjà, le déroulement de la guerre d'Indépendance avait favorisé un certain amalgame social, grâce au phénomène de la guerrilla, dont Marx éclaire l'évolution d'une manière saisissante (p. 99-102). Il montre qu'elle peut être divisée en trois phases, dont on ne laissera pas de comparer le schéma à l'évolution de divers soulèvements révolutionnaires actuels. Première phase : c'est la population tout entière qui résiste par la non-coopération, ou qui s'attaque à l'armée des envahisseurs. Elle le fait tout en continuant à vaquer à son travail, de façon essentiellement spontanée, en fonction directe de la conjoncture locale ou régionale dont elle est le fruit, en des points toujours divers et selon un ordre non concerté. Totalement étranger à la mentalité militaire classique, ce mode de combat semble fait pour la dérouter: il échappe à ses méthodes de défense et d'attaque, déjoue ses plans, rend ses réflexes inopérants ou sans objet.

Deuxième phase: des troupes de guerrilleros faites « des restes des armées espagnoles, des déserteurs espagnols de l'armée française, de contrebandiers¹³ continuent la guerre pour leur compte, associés aux paysans, qui les soutiennent et combattent à leur côté, Si bien que l'armée régulière, à cette étape comme à la première, s'épuise à la poursuite d'un ennemi invisible qui disparaît, « en se dissolvant dans le peuple, pour reparaître aussitôt avec une énergie renouvelée » (p. 100). Comme le dit le Journal militaire autrichien (vol. I, 1821) cité par Marx, en effet, « ces guerrillas transportent avec elles leurs bases d'opération, et toute opération contre elles s'achève avec la disparition de l'objectif »(p. 99).

A la troisième phase, la guerrilla cesse d'être « l'affaire de la population entière » pour s'organiser en un système qui prend peu à peu forme d'armée régulière, dirigée par des chefs indépendants, dont la mentalité se perpétuera pour donner à

au Conseil des ministres, qui a capacité de l'accepter ou, la refusant, de transmettre au roi une demande en grâce. Le chef d'accusation invoqué contre Ferrer, bien qu'il ne fût affilié à aucun parti ou mouvement politique, n'est pas moins digne d'attention. Il fait appel à l'article 242 du Code de justice militaire espagnol, « déclarant solidairement responsable (les auteurs matériels étant inconnus) le président--- Ferrer Guardia comme chef principal de la rébellion » (cité par SOI FERRER, *La vie et l'oeuvre de Francisco Ferrer*, Paris, Fischbacher, 1962).

¹² C'est notamment le cas de la famille d'Antonio Rodriguez Espinosa, maître d'école de Lorca, d'une autre famille qu'il mentionne dans ses Mémoires inédits, et peut-être de la famille Lorca elle-même. Voir Interview de Lorca à *La Gaceta literaria*, 15 décembre 1928.

¹³ Groupement d'une complexité analogue à celle des groupes de bandits s'en Allemagne, comme en témoignent Les Brigands de Schiller, aux yeux même du grand public, et presque malgré l'auteur.

l'armée espagnole son caractère prétorien. Au tout début du siècle, en tout cas, il existe apparemment toute une série de formes militaires intermédiaires évoluant vers le type prétorien, entre l'armée et les guerrilleros. Par la suite, armée et guerrilleros - qui. au cours de la guerre virent se joindre à eux un certain nombre de chefs de file des officiers de ligne les plus distingués, (...) tandis que, inversement, les unités régulières accueillirent plus tard des chefs militaires de guerrilla comme Mina, El Empecinado, etc.¹⁴ - constituaient « le secteur le plus révolutionnaire de la société espagnole, recruté dans toutes les classes sociales, et englobant toute la jeunesse patriote, courageuse, riche d'aspirations et absolument fermée à l'influence soporifique du gouvernement central » (p. 101). Le chroniqueur explique ainsi la prépondérance politique de l'armée et la pratique des « pronunciamientos » (dont le dernier, celui de juillet 1936, revêtra un caractère nouveau par contamination avec le phénomène contre-révolutionnaire du fascisme italien, allemand et portugais).

Si par la suite, « face à la Cour, ce que nous appelons Etat au sens moderne du mot ne se matérialise vraiment que dans l'armée, par suite de la vie exclusivement "provinciale" du peuple » (p. 29), si Marx estime que ce corps social demeure la seule réserve de forces vives de la nation, c'est, dit-il, qu'elle a été, « de toutes les institutions de l'ancienne monarchie, la seule radicalement transformée et révolutionnée par la guerre d'Indépendance » (p. 125). Cette « vie exclusivement provinciale », c'est-à-dire non centralisée, est pour lui un fait capital. Il explique en particulier que le peuple espagnol des champs et des cités a une activité productrice, culturelle, voire même sociale complètement ignorée ou méconnue des sphères gouvernementales, et dont la vigueur se révèle dans les périodes révolutionnaires, pour la plus grande surprise de l'étranger¹⁵.

L'intérêt presque nul porté à cette existence autonome explique la conviction, assez répandue encore de nos jours, qu'en Espagne « il n'y a rien », et l'air de miracle ou de résurrection que prennent, pour le spectateur non averti, les manifestations d'une pensée libre ou d'une conduite indépendante à l'échelle collective. « Peut-être n'y a-t-il aucun pays sauf la Turquie, dit Marx, qui soit aussi peu connu et mal jugé par l'Europe » (p. 26). Quant à lui, il voit déjà en Espagne les prémises d'un « mouvement général à partir de la pure rébellion militaire », comme il devait se produire entre 1868 et 1875 (c'est le général Prim qui a chassé Isabelle II du trône, cinq ans avec la première République espagnole), en 1886, et enfin en juillet 1936, mais non lors des grèves générales de 1909, déclenchées, il est vrai par un événement militaire: l'envoi des troupes au Maroc; ni en 1931 lors de la chute de la monarchie.

L'état « anarchique », non centralisé du pays, la résistance à la centralisation, l'abstention et la non-participation (à la guerre officielle, à la vie dite politique, aux élections), « vieille coutume espagnole » (Engels, *Los bakuninistas...*, p. 197),

¹⁴ Voir l'exemple caractéristique et complet de « Pucheta » - José Munoz Benavente - d'abord torero, plus tard surintendant des abattoirs, qui fournit le premier exemple historique de « guerrilla urbaine ». Sans lui donner ce nom, Marx, d'ailleurs, le souligne en 1856: « ... al ser rechazado al barrio sur de la ciudad, Pucheta trasplanta a las calles de Madrid la tática guerrillera de las montañas de España. La dispersa insurrección plantó cara bajo cualquier arco de iglesia, en cualquier callejuela o en el hueco de una escalera, defendiéndose allí hasta la muerte » (p. 139).

¹⁵ Les armées napoléoniennes ne sont pas les seules à s'y tromper. Les événements de 1856 ou de 1868 provoqueront le même étonnement au dehors. La cause en est, assurément, ce divorce qui a frappé Marx entre vie économique-sociale populaire et institutions étatiques. Mais il en suggère une autre : il souligne que l'armée espagnole est « demeurée depuis 1808 en état de rébellion à peu près permanent ». Ceci provient, selon lui, non seulement des ambitions « prétoriennes » des chefs militaires, que la longue lutte contre Napoléon avait accoutumés à exercer une influence politique réelle, mais encore au fait que soldats et petits cadres, issus de la guerrilla, conservent les traditions révolutionnaires vécues pendant cette même guerre d'Indépendance.

empêchèrent, selon le Marx de 1854-56, c'est-à-dire après le Manifeste et avant ou au début du Capital, que la révolution soit complètement étouffée en Espagne (p. 50, 53, 56, 66, 71, 75, 82, 84, 86, 91). Il fait aussi que le, première monarchie absolue d'Europe, celle innovée par les Rois Catholiques, ait peu évolué ou régressé comme telle, entravée qu'elle était déjà par des conditions géographiques particulières, un passé favorable à l'autonomie des cités et des régions (vie citadine en pays judéo-arabe et lenteur de la reconquête), enfin chez le jeune élément bourgeois espagnol par la volonté précoce de limiter le pouvoir royal.

Car, Marx est formel sur ce point, contrairement aux thèses avancées ensuite par de nombreux marxistes, l'Espagne du XIX^e siècle ne vit pas en régime féodal, mais sous un régime despotique (« asiatique », dira-t-il aussi). On peut y déceler, réellement ou comme en trompe-l'oeil, des rémanences de l'état féodal. Mais, dès Charles-Quint, noblesse et bourgeoisie, soumises l'une par l'autre et par la Sainte Inquisition, sortent définitivement d'une ère féodale qui a revêtu, en Espagne, dès caractères tout spéciaux; pour sa part, « le troisième élément de l'antique constitution des Cortes, le clergé, enrôlé dès Ferdinand le Catholique sous la bannière de l'Inquisition, avait cessé depuis longtemps d'identifier ses intérêts à ceux de l'Espagne féodale » pour devenir « l'instrument le plus formidable de l'absolutisme » (p. 71-73).

L'absence de centralisation fait que la fiscalité y a été longtemps réduite, ce qui incline Marx à considérer que son développement moderne pourrait jouer le rôle d'un détonateur; car « les dernières mesures financières gouvernementales ont fait du collecteur d'impôts un propagandiste révolutionnaire des plus efficaces » (p. 28). D'autre part, cette même structure propre au despotisme « asiatique » fait que la question économique y est plus simple qu'ailleurs et la machine bureaucratique relativement faible encore, étant donné que, traditionnellement, les municipalités administrent leurs . propres affaires. « Le despotisme oriental n'attaque l'auto-gouvernement municipal que lorsque celui-ci s'oppose directement à ses intérêts ; il permet très volontiers à ses institutions de poursuivre leur existence aussi longtemps qu'elles soulagent ses délicates épaules de toute charge pénible, et lui épargnent l'ennui d'une administration régulière » (p. 75-76).

C'est pourquoi une révolution du type que bientôt les communistes préconiseront au sein de la première Internationale (1864) ne peut se produire en Espagne. Faudrait-il, pourrait-on en imaginer, en réaliser d'une autre sorte ? La question, pour Marx, ne se pose pas. En revanche, la relative autonomie des villes et des régions fait qu'une politique de nationalisation (« une prudente application du principe des "bienes nacionales"¹⁶ ») est encore possible. De même, une réforme des tarifs douaniers entre régions, qui permettrait sans doute de les abaisser en vue de l'unification progressive de l'économie. De même encore, le faible développement industriel, en vertu duquel « la question sociale au sens moderne du mot est sans-base dans ce pays sous développé, aux ressources si faibles et à la population si peu nombreuse : quinze millions d'habitants » (p. 56).

Car le développement de l'appareil étatique, la concentration des biens à l'échelle nationale, la prépondérance du prolétariat ouvrier sur la population paysanne - cultivateurs ou travailleurs agricoles - sont les conditions premières de la révolution communiste. C'est ce que pense Marx, c'est encore en 1931 la thèse de Trotski, dont la pensée semble passer insensiblement de l'idée imprécise de « dictature du prolétariat » à celle de dictature exercée au nom de la classe ouvrière *industrielle* par le parti érigé en guide et représentant de celle-ci. De. même, la non-centralisation, accusée par la guerre d'Indépendance ainsi que par la décadence de l'économie

¹⁶ En espagnol dans l'original.

espagnole au XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e, si elle empêche l'écrasement total des forces dissidentes, des formes de vie et de sociétés distinctes (entre elles et de ce que le pouvoir central voudrait imposer), des idées et des cultures hétérodoxes ou anciennes, empêche aussi le succès d'une révolution unitaire, telle que Marx, dès le *Manifeste (1848)*, l'a conçue. S'il n'y a pas un seul point vital dont la destruction signifierait la mort de tout l'ensemble, il n'y a pas non plus pour l'action révolutionnaire « un centre » (p. 66) où les dirigeants du parti ouvrier auraient en quelque sorte leur quartier général, et qu'il suffirait d'investir pour avoir la victoire. Cela ne l'empêche pas de constater que jusqu'à nouvel ordre, dans la réalité, pouvoir central et contre révolution s'équivalent (p. 91). Au contraire, en dépit des intrigues internationales à base de manoeuvres et de capitaux russes ou américains, qui ont contribué à soutenir, en Espagne, au XIX^e siècle, les poussées de révolte contre l'influence française, à chaque fois « le premier mouvement a eu son origine spontanée dans le peuple, tandis que les classes "supérieures" se soumettaient paisiblement au joug étranger» (p 76).

Il est permis de voir dans ces analyses concrètes et souples de Marx, avant la scission de 1872, un diagnostic digne du plus grand intérêt sur les origines spécifiques du « communisme » en Espagne. Autrement dit, et presque tous les points qu'il met en lumière appuient cette constatation l'introduction des thèses de Bakounine, surtout dans les milieux barcelonais, entre 1864 et 1872, le succès de la branche anarchiste qui s'est alors détachée du tronc commun ne sont pas nés par la simple vertu de l'idéologie proudhonienne, répandue en Espagne à partir de 1866 par les traductions de Pi y Margall, ni par celle des idées de Bakounine, encore pratiquement inconnues en 1865, ou encore sous l'effet d'une conversion subite obtenue par le raid victorieux de Fanelli et fortifiée par les manoeuvres secrètes de la tendance bakouniniste. Le mouvement anarchiste s'est développé sur un fond historico-social propre à la péninsule. Il a des antécédents jusqu'avant les Temps Modernes et correspond à une longue, profonde et multiforme tradition des peuples espagnols rassemblés par la monarchie des Rois Catholiques. Nul doute que le mouvement et l'idéologie anarchistes, peut-être même certaines conduites des marxistes espagnols¹⁷, lui doivent un caractère et une orientation propres.

Cette tradition permet seule de comprendre la naissance et le succès du mouvement fédéraliste dont Pi y Margall fut le promoteur pendant près d'un demi-siècle, et sa renaissance actuelle, toujours avec la même diversité socio-politique, dans la perspective européenne ou mondiale¹⁸. La même tradition, enfin, explique dans une certaine mesure la persistance, le développement populaire et le radicalisme de certains mouvements modernes dits nationalistes ou autonomistes en Catalogne et au Pays Basque, dont l'enracinement, l'actualité brûlante, l'orientation politique - qu'on trahirait peut-être en la disant d'extrême-gauche - ne cessent de surprendre l'observateur et l'homme politique étrangers.

Quant à l'historien des idées, il s'étonnera moins, sans doute, après cette lecture ou cette re-lecture, de ne pouvoir appliquer à la culture et à la pensée ibériques les moules conceptuels dont s'accommodent, tant bien que mal, celles des autres pays occidentaux. Il se sentira confirmé dans l'hypothèse que l'expression philosophique espagnole la plus communicable (celle qui a pu alimenter les dialogues des « docteurs » dans les vieilles universités d'Europe, et enrichit aujourd'hui la philosophie d'origine universitaire) n'est pas la seule; qu'elle représente seulement un secteur -- peut-être le moins fécond - d'une réflexion et d'une praxis sans cesse entremêlées ou confondues, et qu'en Espagne moins qu'ailleurs on peut isoler l'expression écrite d'une pensée non écrite, et de toute une vie collective diversifiée, multiple, émaillée de chocs culturels et

¹⁷ Par exemple au niveau du P.O.U.M., en 1936 et 1937, si on en croit les vives critiques de Trotski.

¹⁸ Cf. Sergio VILAR, *Cataluna en España*, Barcelone, Ayma, 1968, p. 744 et bibliographie.

de ruptures historiques. La pensée hispanique ne se comprendra donc que dans le respect de la pluralité culturelle existante, voilée jusqu'à ce jour par le poncif de l'individualisme - héroïque ou stérilisant selon qui l'apprécie - et du réalisme espagnol, soit-disant incompatible avec toute activité intellectuelle.

Tel n'était pas, bien entendu, le point de vue de Marx. Il est d'autant plus remarquable que sa probité intellectuelle, la qualité de son information et la souplesse de son jugement aient pu le conduire à de semblables réflexions. Quoi qu'il en soit, ces écrits, passés trop inaperçus jusqu'à présent, se révèlent des plus importants à la fois pour l'histoire du marxisme et pour celle des idéologies et des mouvements socialisants ou communisants au XIX^e siècle¹⁹. Le groupement des textes rend chacun d'eux beaucoup plus suggestif. L'ensemble fournira des éléments de base déjà élaborés, et de première qualité, pour mieux suivre, comprendre et apprécier la plupart des courants de pensée hétérodoxes dans le XIX^e et le XX^e siècles espagnols, dont l'étude connaît aujourd'hui une faveur nouvelle.

¹⁹ On y retrouvera, notamment dans la chronique de 1856, les origines de ce qui allait devenir la critique de la social-démocratie, et en général la théorie des oscillations politiques de la petite bourgeoisie. Le préfacier de l'édition de La Havane rappelle que Marx avait déjà formulé cette théorie quatre ans plus tôt, dans son Allocution à la Ligue communiste, en 1850